

LOURDEMENT CONTESTÉ À LA TÊTE DU FLN

Belkhadem pourra-t-il tenir ?

Presque instinctivement, d'aucuns ont, aussitôt le chef du RND ayant formalisé sa «démission» après 14 ans de règne sans partage sur le parti, «pensé» à Belkhadem, le voyant suivre «l'exemple» Ouyahia en s'astreignant, lui aussi, à rendre le tablier.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Parmi tout ce beau monde, les animateurs du mouvement de redressement du parti figurent en pole position, eux qui prévoient de tenir ce matin, dans leur quartier général à Draria, sur les hauteurs d'Alger, un conclave en vue d'adopter une motion de dénonciation contre Belkhadem pour tout ce qu'il a commis comme dépassements au sein du parti et d'élaborer le reste de la feuille de route en vue de sa destitution tant rêvée.

Il n'y a pas que Kara et ses camarades qui rêvent du même sort d'Ouyahia pour Belkhadem, puisque même parmi les plus fidèles à Belkhadem, on enregistre des cadres qui n'ont pas hésité à demander à ce dernier d'emboîter le pas à Ouyahia.

En effet, quatre membres du comité central et néanmoins membres de l'actuel exécutif gouvernemental, Rachid Harraoubia, Tayeb Louh, Amar Tou et Abdelaziz

Ziari, se sont précipités, ce jeudi après-midi, chez Belkhadem, au siège national du parti.

Ils ont usé de tous les arguments à l'effet de convaincre le secrétaire général de démissionner avant la tenue du comité central du parti prévue du 31 janvier au 2 février prochain.

Peine perdue pour Louh et ses camarades puisque Belkhadem n'a pas voulu entendre parler d'imiter Ouyahia et de partir sur la pointe des pieds. Ceci bien que Belkhadem leur ait promis de se pencher sérieusement sur la «question» lors de la réunion du bureau politique ce dimanche.

Aux côtés de ces ministres qui se sont «manifestés» aussitôt Ouyahia ayant jeté l'éponge, il y a les membres du comité central du FLN contestataires de la ligne Belkhadem.

Dans un communiqué signé par leur coordinateur général, Ahmed Boumeihdi, et rendu public avant-



Photo : Samir Sid

Belkhadem refuse de subir le sort d'Ouyahia.

hier, ils estiment que «le temps est venu pour provoquer le changement tant souhaité», à savoir la démission volontaire ou forcée, pour «sauvegarder l'unité des rangs à tous les niveaux du parti, à l'effet de faire retrouver au FLN sa véritable place et son message dans l'intérêt

du pays et du citoyen». L'ancien mouhamedh de Hussein Dey, avant qu'il ne soit démis de ses fonctions en juin dernier en compagnie de quatre autres responsables de même rang à travers le pays, et ses pairs contestataires parmi les membres du comité central se

disent «déterminés à réaliser cet objectif en accomplissant leurs responsabilités historiques pour ce faire» tant, jugent-ils, que «la présidence du FLN par Belkhadem constitue un danger pour son unité, son existence, sa ligne politique et son potentiel électoral».

Cela dit, et au vu de la détermination de Belkhadem à rester à son poste et celle de ses détracteurs à le faire partir, c'est la contestation au sein du doyen des partis politiques, déjà vieille de près de deux ans, qui enregistre un nouvel épisode avec le départ d'Ouyahia de la tête du RND.

Et aussi bien les protagonistes que ceux qui suivent ce feuilleton, tous n'ont d'yeux que pour le véritable chef d'orchestre, le président d'honneur du parti qui n'est autre que le président de la République, et dont on attend le geste espéré et salvateur : l'ordre de cesser la fronde, pour Kara et ses camarades, et de partir, pour Belkhadem. Une sorte de voix de partage que l'enjeu de la présidentielle d'avril 2014 déterminera inévitablement, si ce n'est déjà fait. Alors, attendons pour voir.

M. K.

DISCOURS DE AMAR GHOUÏ À L'OUVERTURE DE LA PREMIÈRE SESSION DU CONSEIL NATIONAL DU TAJ

Plutôt un plaidoyer pour un quatrième mandat

S'il ne l'a pas dit directement et franchement dans son discours fleuve prononcé hier à l'ouverture des travaux de la première session du conseil national de son parti, le TAJ (Rassemblement espoir de l'Algérie), il était évident que Amar Ghoul plaiderait pour un quatrième mandat pour Bouteflika.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Le président du TAJ et non moins ministre des Travaux publics, qui devait orienter les travaux de cette session consacrée à l'adoption du règlement intérieur du conseil national et l'installation des commissions, a parlé du contexte international dans lequel évolue le pays et discouru sur les répercussions de la crise économique mondiale, les changements politiques dans le

monde arabe, le danger que représente l'instabilité du Sahel, et a même abordé la question du changement climatique.

Dans son discours, il répétait tel un refrain : «L'Algérie tient encore debout grâce à la sagesse de son excellence le président Bouteflika qui, de par son intelligence, a pu faire entendre notre voix dans le concert des nations

et nous devons le soutenir.» Un soutien qu'il a exprimé maintes fois, notamment en évoquant «les avancées réalisées dans tous les domaines depuis qu'il (le président, Ndlr) est à la tête de l'Etat».

Ainsi, la réconciliation nationale, ce «grand projet» et les programmes de développement répartis avec «équité» entre les différentes régions du pays ont permis à l'Algérie, selon M. Ghoul, de recouvrer sa stabilité et la paix qui lui ont fait défaut des années durant. «Grâce à la bonne gouvernance de son

excellence, l'Algérie vit maintenant en paix. C'était la loi de la Rahma (miséricorde, Ndlr) mais surtout ce grand projet de la réconciliation nationale mené avec courage par le président. C'est un acquis que nous devons défendre.» Bouteflika est aussi ce «visionnaire», selon le président du TAJ, qui avait vu juste en payant par anticipation les dettes extérieures : «S'il ne l'avait pas payée, on aurait croulé sous le poids de la dette avec la crise économique qui secoue actuellement le monde.»

Bref, M. Ghoul s'est félicité de

la «diversité» au sein de son parti, illustrée par la présence de militants venus de divers horizons se rassembler sous la bannière du TAJ, et a résumé son «message» en ces mots : «Notre parti est rassembleur et porte un message clair, direct, profond, limpide et simple : nous œuvrons à mobiliser toutes les forces vives de la nation pour édifier une Algérie forte, stable, développée et leader dans le concert des nations. Il tend sa main à tout ce qui œuvre pour le bien du pays.»

L. H.

MALI

Ansar Dine dénonce l'accord d'Alger

Revirement spectaculaire et risque de sabotage du processus poussif de règlement pacifique de la crise malienne. Le mouvement Ansar Dine rompt de manière unilatérale l'accord d'Alger, se désengage du processus de dialogue politique et annonce la reprise des hostilités. La piste devant les va-t-en-guerre est dégaïe ?

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Le mouvement Ansar Dine, que d'aucuns avaient cru réellement désertier les dunes et les broussailles pour cheminer à la clarté du jour et négocier une sortie de crise au Mali, n'a pas trop résisté avant de céder à la tentation belliqueuse, celle dans laquelle il s'est signalé au moment de chasser l'administration et l'armée maliennes du nord du pays. Jeudi 3 janvier, Iyad Ag Ghali, son chef, signe un communiqué, diffusé par l'agence mauritanienne Sahara Médias, dans lequel il annonce la rupture de l'accord d'Alger qui l'engage communément avec le MNLA à cesser les hostilités et œuvrer à la recherche d'une solution politique à la crise malienne. L'espoir ne sera, de ce fait, entretenu que deux semaines. L'horizon se rembrunit de nouveau.

Dans son communiqué, Ag Ghali, islamiste

radical qui prône l'instauration de la Charia, sinon sur l'ensemble du territoire malien, du moins dans les villes et zones qu'il contrôle, se fend, en guise de justificatif au revirement de son mouvement, d'accusations à l'encontre des autorités de transition de Bamako. A ses yeux, et ce qui n'est pas loin de la vérité, ces dernières tergiversent quant à la mise en route du dialogue politique. Ag Ghali montre que sa patience a des limites, et elles semblent atteintes. Aussi se déclare-t-il à nouveau belliqueux, se sentant dans son bon droit de recharger sa kalachnikov.

Ag Ghali, démolisseur des mausolées de Tombouctou, accuse le pouvoir central de Bamako de faire peu de cas de l'offre de paix émise depuis Alger le 21 décembre dernier, jour de la signature d'un accord l'engageant avec le MNLA sous l'entremise des autorités algériennes. «Notre position est méprisée et réduite à rien par la partie malienne qui n'a pas encore annoncé officiellement la cessation des hostilités de sa part, un point essentiel dans toute négociation logique.»

Ag Ghali ne manque pas de saupoudrer sa littérature d'un rappel par lequel il entend se ménager bonne conscience. «Alors que les négociations étaient menées à Ouagadougou afin d'essayer de rassembler les enfants du Mali par le dialogue, le gouvernement malien

essayait de rentrer dans une guerre de destruction massive à travers des coups médiatiques en faisant l'étalage de ses armes et en ce liant avec des combattants, de surcroît d'anciens mercenaires impliqués dans des conflits au Liberia, à Sierra Leone et en Côte-d'Ivoire et exploite la haine ethnique.» Ainsi Ansar Dine accuse Bamako de recruter des mercenaires.

La sortie d'Ansar Dine contrariera, à coup sûr, la diplomatie algérienne qui n'a pas ménagé ses efforts pour amener les deux groupes rebelles maliens à se rendre disponibles pour le dialogue avec les autorités de Bamako. Elle devra également contrarier le médiateur africain dans la crise malienne, le président Burkinabé Blaise Compaoré. Ce dernier était, d'ailleurs, destinataire mardi, soit deux jours avant la diffusion du communiqué d'Ag Ghali, d'une plateforme politique élaborée par Ansar Dine.

Va-t-en-guerre et plutôt intéressée par la solution militaire que politique, Bamako ne se chagrinerait assurément pas de ce que Ansar Dine reprenne les hostilités. Elle a poussé à cela, tant est qu'elle fait tout pour ne pas engager le dialogue pourtant promis. Surtout après que le Conseil de sécurité de l'ONU eut résolu d'autoriser une intervention militaire dans le Nord-Mali.

S. A. I.

La démission d'Ouyahia vue par le TAJ

Si M. Ghoul a refusé de commenter le geste d'Ouyahia : «Nous ne commentons pas la vie interne des autres partis», M^{me} Zahia Benarous, membre fondateur du RND éjectée du parti bien avant que le mouvement de contestation ne prenne forme et ayant rallié le parti de Ghoul, a vu dans la démission du désormais ancien Premier ministre et ancien SG du RND une tentative de sauver les apparences.

«Il fait l'objet d'une contestation depuis longtemps déjà et il voulait peut-être sortir par la grande porte. Or, a-t-elle dit, s'il a fait ses preuves en tant que ministre, il n'a pas vraiment le charisme pour gérer un parti politique.»

L. H.